Brésil : une lettre publique provenant d’Acre (Brésil) dénonce la « consultation » au sujet de REDD en Californie

Des organisations et des particuliers de l’État de l’Acre et d’autres États du Brésil ont envoyé ce mois-ci une lettre ouverte de dénonciation au gouverneur et à un Groupe de Travail (GT) sur REDD de Californie. La lettre met en question la légitimité d’une consultation réalisée au moyen de trois ateliers en Californie et d’une autre faite sur l’internet, en anglais, sur la manière et les conditions dans lesquelles les crédits REDD+ devraient être inclus dans le marché du carbone qui est en train de se créer en Californie. Après le 30 avril 2013, le GT estimera que la « consultation » sera finie et il enverra sa décision au gouvernement californien.

L’initiative californienne sur REDD+ est le résultat d’un accord signé en 2010 par les gouverneurs de Californie (États-Unis), de l’Acre (Brésil) et du Chiapas (Mexique) dans le but de concrétiser des affaires REDD+. Les États de l’Acre et du Chiapas « fourniraient » les crédits de carbone, tandis que l’industrie polluante de Californie en tirerait profit du fait qu’elle achèterait le « droit » de continuer à polluer.

La lettre d’Acre/Brésil dénonce, premièrement, qu’il s’agit d’un processus illégitime : « Nous, organisations et activistes de l’Acre et du Brésil, [...] nous dénonçons le projet du gouvernement de l’État de Californie des États-Unis, qui cherche à ‘réduire’ ses émissions de CO2 par ‘l’acquisition’ de crédits REDD+ des États de l’Acre et du Chiapas, au lieu de réaliser cette ‘réduction’ en Californie. Nous sommes contre cette proposition et nous dénonçons le processus de ‘consultation’ qui se déroule à ce sujet en Californie, parce qu’il manque de légitimité, faute de participation réelle des populations de l’Acre et du Chiapas, qui dépendent des forêts pour maintenir leur mode de vie et qui seront directement touchées par le projet REDD+ mentionné. »

La lettre publique affirme aussi que l’image verte que l’Acre montre au monde, celle d’un exemple avancé de durabilité et de la manière d’implanter REDD+ dans des zones de forêt tropicale – en se basant même sur l’image et sur les idéaux de Chico Mendes – ne coïncide pas avec la réalité, au contraire. La lettre dit que « REDD+ ne diminuera pas les émissions de carbone dans le monde, et encore moins la destruction de la forêt ; il augmente les injustices sociales et environnementales existantes ; il criminalise les méthodes traditionnelles des peuples, communautés et populations de la forêt et il a un caractère profondément néocolonialiste ».

La lettre suggère au gouvernement de Californie d’annuler la consultation illégitime qui est en cours, « à moins de faire sans délai une consultation adéquate des personnes concernées qui habitent les territoires où il prétend obtenir des crédits REDD ».

Un groupe d’organisations internationales a donné son appui à la lettre ouverte, en affirmant que « les décisions concernant la législation ou les programmes REDD+ ont déjà ou auront bientôt des effets négatifs sur le mode de vie des populations forestières. Du moment que cette participation significative a été absente des processus concernant REDD+ en Acre ou pendant l’élaboration des recommandations au gouvernement de Californie à ce sujet, nous vous conseillons vivement de ne pas inclure les crédits de compensation REDD dans le plan de commerce d’émissions de Californie

».

« Nous sommes d’accord également avec les autres inquiétudes manifestées au sujet du mécanisme REDD+, et nous appuyons la demande exprimée dans la lettre ouverte : plutôt que d’inclure les crédits de compensation REDD provenant d’Acre dans son plan de commerce d’émissions, la Californie devrait prendre des initiatives pour réduire ses émissions sur place. »

La version intégrale de la lettre ouverte de dénonciation et celle de la motion d’appui.